*Interpellation présentée par la députée :
Mme Loly Bolay*

Date de dépôt : 18 mars 2010

Interpellation urgente écrite

Pour quelle raison le pouvoir exécutif s'acharne-t-il à déconsidérer le Grand Conseil, alors qu'il est le premier pouvoir de notre république?

Mesdames et
Messieurs les députés,

Nous avons tous et toutes remarqué que les gouvernements successifs de notre République ont traité à maintes reprises le pouvoir législatif avec désinvolture. Nous avons tous et toutes souffert et l'avons fait savoir.

Or cette suffisance vis-à-vis du premier pouvoir trouve son comble dans le site officiel de l'Etat de Genève.

Voyez plutôt : en cliquant sur la rubrique « Organisation », on trouve :

Le Conseil d'Etat, (2^{ème} pouvoir), en première position, puis viennent ensuite, la Co nstituante, la Co ur des Comptes, les d'épartements, et après le Grand Conseil (1^{er} pouvoir)

Surprise par cette découverte, et voulant être sûre que ce n'était pas une spécificité genevoise, j'ai consulté les sites d es autres cantons. Et là, surprise, sur les sites des cantons romands : Vaud, Valais, Neuchâtel et Jura, ainsi que sur ceux de Suisse allemande figurent à la rubrique « Autorités » le pouvoir législatif à la 1^{ère} place, le pouvoir exécutif en 2^{ème} position, puis le pouvoir judiciaire (3^{ème} pouvoir). Suivent ensuite les autres autorités; ce qui, du point de vue de la hiérarchie des pouvoirs, respecte une présentation fidèle à leur représentativité.

Alors que dans toutes les démocraties, pour marquer la suprématie du peuple, le protocole veut que le pouvoir législatif soit hiérarchiquement en première position, à Genève il figure en dernière position !

Question :

S'agit-il d'une erreur de programmation informatique du site, d'une méconnaissance de la hiérarchie des pouvoirs ?

Dans le cas où cette disposition hiérarchique serait conséquente à une malencontreuse erreur, je suppose que la Chancellerie veillera à ce que le Grand Conseil figure à la place qui lui revient : la première. Si, par contre, cette disposition est celle qui est voulue et décidée par la Chancellerie, est-il nécessaire que le Grand Conseil procède au dépôt d'un projet de loi afin de la corriger ?